



Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 12 février 2019	WFP/EB.1/2019/8-B/1
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de pPlan stratégique de pays provisoire – République populaire démocratique de Corée (2019-2021)

Durée	1 ^{er} janvier 2019-31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	161 070 534 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

La République populaire démocratique de Corée continue de faire face à un grand nombre de difficultés, **et ce en dépit du fait que**, ~~tandis qu'elle s'attache à réformer son économie, sa position en matière de sécurité et ses relations avec son voisin du Sud, la République de Corée.~~ Depuis plusieurs années, les disponibilités alimentaires **du pays** sont remarquablement stables par rapport aux années 1990 et au début des années 2000 lorsque le pays était en proie à la famine. Toutefois, la situation humanitaire qui perdure continue de poser des problèmes importants, de même que les catastrophes naturelles récurrentes qui aggravent la vulnérabilité.

L'insécurité alimentaire est très répandue. Environ 10,3 millions de personnes – soit plus de 40 pour cent de la population – sont sous-alimentés¹. Une enquête en grappes à indicateurs multiples réalisée en 2017 montre qu'en dépit d'une amélioration des taux de malnutrition chronique au niveau national, il existe des disparités marquées entre les villes et les campagnes,

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et autres organismes. 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2017*. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/i7695fr/i7695FR.pdf>.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaatrud@wfp.org

M. P. Agrawal
Directeur de pays
courriel: praveen.agrawal@wfp.org

les taux de retard de croissance atteignant jusqu'à 40 pour cent dans cinq provinces du pays. Par ailleurs, le manque de données récentes ne permet pas d'effectuer d'analyse de la situation ni de suivre les progrès accomplis vers la réalisation des cibles des objectifs de développement durable. Le peu d'informations disponibles semble indiquer une progression modeste s'agissant des cibles de l'objectif de développement durable 2, bien que les avancées soient inégales et les données factuelles peu fiables.

Le PAM aidera la République populaire démocratique de Corée à éliminer la faim en protégeant les acquis engrangés jusqu'à présent au niveau de la sécurité alimentaire et de la nutrition; dans le même temps, il contribuera à prévenir la dénutrition, notamment chez les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, et d'autres groupes vulnérables au plan nutritionnel et aidera les hommes et les femmes à renforcer leur capacité de résilience face aux catastrophes naturelles. Cette stratégie va dans le sens de la première priorité stratégique – sécurité alimentaire et nutritionnelle – du Cadre stratégique des Nations Unies pour 2017-2021 établi pour la République populaire démocratique de Corée, et est conforme à l'objectif de développement durable 2 ainsi qu'à l'objectif stratégique 2 du Plan stratégique du PAM pour 2017-2021.

Le PAM a mis au point trois effets directs stratégiques pour aider le pays à éliminer la faim et la malnutrition:

- *Effet direct stratégique 1:* d'ici à 2025, l'état nutritionnel, en particulier les carences en micronutriments, des enfants de moins de 7 ans, des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des personnes atteintes de tuberculose dans les comtés ciblés se stabilise ou s'améliore;
- *Effet direct stratégique 2:* d'ici à 2021, les personnes vulnérables face aux catastrophes et à l'insécurité alimentaire des comtés ciblés sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et après des chocs et des tensions;
- *Effet direct stratégique 3:* les personnes touchées par une crise ont accès à la nourriture toute l'année.

Tout en poursuivant l'orientation stratégique qui a été la sienne jusqu'ici, le PAM, dans le cadre du présent plan stratégique de pays provisoire, prendra des dispositions pour relancer sa collaboration stratégique et opérationnelle avec le Gouvernement et se préparera à transposer ses activités à plus grande échelle ou à recentrer ses programmes lorsque la situation le permettra. Au titre de l'approche en quatre volets qu'il préconise, le PAM étudiera les possibilités de mettre au point un examen stratégique national spécialement adapté au pays; planifiera un recentrage des programmes guidé par des analyses et des évaluations et intégrant la problématique hommes-femmes et la dimension de l'âge; réalisera les évaluations suivant une approche à plusieurs niveaux; et collaborera avec le Gouvernement dans des domaines multidisciplinaires touchant la sécurité alimentaire tels que la réduction des risques de catastrophe, le changement climatique et l'environnement.

Après une année particulièrement tendue, 2018 a marqué un renouveau de l'activité diplomatique et des engagements visant à instaurer la paix. Bien qu'il soit difficile de prédire quelle sera l'issue du processus de paix, le présent plan stratégique de pays provisoire a été conçu pour s'adapter à l'évolution de la situation. Il est primordial que l'assistance humanitaire reste indépendante de toute considération politique.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour la République populaire démocratique de Corée (2019-2021) (WFP/EB.1/2019/8-B/1), pour un coût total pour le PAM de 161 070 534 dollars É.-U.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. La République populaire démocratique de Corée continue d'être confrontée à de nombreuses difficultés ~~tandis qu'elle entreprend de réformer son économie, sa position en matière de sécurité et ses relations avec son voisin du Sud, la République de Corée~~. Il est toutefois permis d'afficher un optimisme prudent, et des possibilités existent pour que le pays progresse vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et concrétise ses aspirations au développement économique.
2. Bien que la République populaire démocratique de Corée soit l'une des économies les moins ouvertes du monde et que les vulnérabilités persistent, des signes de croissance économique ont été perçus ces dernières années. Les changements intervenus dans le secteur public et les pratiques agricoles ainsi que la croissance, notamment dans l'économie semi-privée, ont aidé le pays à surmonter les chocs des années 1990. Les estimations du niveau actuel de croissance économique annuelle sont variables, mais se situent en général dans une fourchette de 1,5 à 5 pour cent². Depuis plusieurs années, les disponibilités alimentaires semblent remarquablement stables par rapport aux années 1990 et au début des années 2000, période de pénuries alimentaires exceptionnelles. La liberté accrue des marchés, la plus grande marge de manœuvre laissée aux agriculteurs pour décider comment produire et vendre leurs produits (et se procurer des intrants, comme les engrais), et le flux plus important et plus régulier d'importations venant de Chine³, se sont traduits par une amélioration de la disponibilité alimentaire pour certains segments de la population.
3. Le pays a également obtenu des avancées modestes dans d'autres domaines importants, comme la prévention de la mortalité maternelle et infantile, la parité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, et la participation des femmes à la vie active. L'instabilité de la situation politique et des conditions de sécurité, à laquelle s'ajoutent les problèmes que posent le changement climatique, la persistance des inégalités entre les sexes, le manque de responsabilité et de transparence, a cependant nui au développement national. De plus, la situation humanitaire qui perdure pose des problèmes importants⁴, de même que les catastrophes naturelles récurrentes qui aggravent la vulnérabilité. En général, ce sont les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées qui sont les plus touchés par les catastrophes et les chocs, car ils ont une mobilité restreinte et un

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

² Communiqué de presse de la Banque de Corée, juillet 2017. <https://www.bok.or.kr/eng/bbs/E0000634/view.do?nttlId=10046123&menuNo=400069>

³ Au moment de la rédaction du présent document, aucune information plus détaillée n'est disponible sur l'impact de l'amélioration des disponibilités alimentaires et des marchés, notamment les différences d'impact en fonction du sexe et de l'âge.

⁴ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. *2018 DPR Korea Needs and Priorities: March 2018*. Disponible à l'adresse suivante: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>.

accès limité aux ressources, aux sites de distribution et aux prises de décision institutionnelles.

- Après une année 2017 marquée par des relations particulièrement tendues avec la communauté internationale et plusieurs nouvelles sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies et bilatéralement, 2018 a marqué un renouveau de l'activité diplomatique et des engagements visant à instaurer la paix. Bien qu'il soit difficile de prédire quelle sera l'issue du processus de paix, le plan stratégique de pays provisoire (PSPP) du PAM pour la République populaire démocratique de Corée a été conçu de manière suffisamment souple pour s'adapter à l'évolution de la situation. Quelle que soit la tournure que prendront les événements, il est extrêmement important que l'assistance humanitaire reste indépendante de toute considération politique.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

- En raison du manque d'accès à des données récentes sur la sécurité alimentaire et la nutrition et à des données différenciées par sexe et par âge⁵, il est difficile d'effectuer une analyse contextuelle et de suivre les progrès accomplis par le pays vers la réalisation de tous les ODD. Compte tenu des informations disponibles, le pays semble progresser vers la réalisation des cibles de l'ODD 2, même si les avancées sont inégales et les données factuelles peu fiables.
- Accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année.* Il ressort de l'analyse de l'indicateur des ODD sur la sous-alimentation et d'autres indicateurs complémentaires que l'insécurité alimentaire est largement répandue. La sous-alimentation, qui a atteint son plus haut niveau pendant la période de famine des années 1990 et du début des années 2000, touche actuellement 41 pour cent de la population, soit 10,3 millions de personnes⁶. Selon l'Indice de la faim dans le monde de 2017, la situation de la faim dans le pays est considérée comme "grave"⁷.
- Selon une évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition menée par le PAM en 2015, 19 pour cent seulement des ménages – pour la plupart dirigés par des hommes – avaient une alimentation acceptable, suffisante et variée. De même, les résultats du suivi de ces cinq dernières années font ressortir que régulièrement le régime alimentaire des ménages manque de variété⁸. La teneur en protéines et en matières grasses de leur alimentation est inférieure de 25 et 30 pour cent, respectivement, aux niveaux recommandés⁹. Le manque de protéines dans l'alimentation a des effets néfastes sur la santé des femmes en âge de procréer et davantage encore sur celle des filles et des femmes enceintes et allaitantes, qui ont besoin de plus de protéines. Les données de suivi recueillies par le PAM en 2017 auprès des ménages bénéficiaires comptant des filles et des femmes enceintes et allaitantes montrent qu'elles ne consomment pas de protéines plus de deux à trois jours par semaine en moyenne¹⁰.

⁵ La République populaire démocratique de Corée n'est pas classée selon l'indice d'inégalité de genre et ne figure pas dans l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme de l'Organisation de coopération et de développement économiques en raison de l'insuffisance des données disponibles.

⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et autres organismes. 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017*. Les données ventilées par sexe et par âge ne sont pas disponibles.

⁷ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et autres organismes. 2017. *2017 Global Hunger Index: The Inequalities of Hunger*. Disponible à l'adresse: <https://www.ifpri.org/publication/2017-global-hunger-index-inequalities-hunger>.

⁸ On entend par seuil minimal de diversité du régime alimentaire la consommation d'au moins quatre groupes d'aliments sur sept chez les enfants âgés de moins de 5 ans et d'au moins quatre groupes sur neuf chez les adultes.

⁹ PAM. 2014. Examen à mi-parcours de l'intervention prolongée de secours et de redressement 2013-2015.

¹⁰ PAM. 2017. Rapport de suivi trimestriel (quatrième trimestre)

8. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition.* En 2017, une enquête nationale en grappes à indicateurs multiples a été réalisée auprès des ménages par le Bureau central de la statistique, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Elle a fait l'objet d'un rapport publié en juin 2018 dont les conclusions montrent que, en dépit de quelques améliorations chez les garçons et les filles de moins de cinq ans au niveau national, de nombreuses régions rurales continuent d'être confrontées à une crise nutritionnelle et ont besoin d'une aide constante¹¹.
9. L'enquête fait apparaître un taux national moyen de malnutrition chronique (retard de croissance) de 19 pour cent, soit une diminution considérable par rapport à 2012 où il était de 28 pour cent¹². Parallèlement, la prévalence de la malnutrition aiguë (émaciation) est passée de 4 à 3 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans.
10. L'enquête met toutefois en évidence des disparités marquées entre les zones rurales et urbaines, les groupes de richesse et les provinces. Ainsi, le taux de retard de croissance le plus élevé du pays (32 pour cent) a été relevé dans la province de Ryanggang; il dépasse de 22 points de pourcentage celui de Pyongyang. Quatre autres provinces présentent des taux de retard de croissance supérieurs à la moyenne nationale¹³. De plus, un enfant seulement sur trois dispose d'un apport alimentaire minimum acceptable, ce qui témoigne de l'insuffisance, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, de l'alimentation des enfants¹⁴.
11. Selon une enquête de dépistage par mesure du périmètre brachial réalisée en 2011 par l'UNICEF, la malnutrition aiguë a atteint un pic particulièrement élevé de 17,4 pour cent après une sécheresse localisée. Malgré une amélioration des indicateurs relatifs à l'émaciation et au retard de croissance, la dénutrition maternelle et infantile demeure un risque important; les jeunes enfants et les filles et les femmes enceintes et allaitantes sont parmi les groupes les plus touchés par la malnutrition, car leur alimentation manque de micronutriments essentiels tels que les vitamines, les minéraux, les protéines et les lipides.
12. *doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs agricoles.* En 2017, la production vivrière totale (en équivalent céréales) était de 5,5 millions de tonnes, soit une baisse de 7,4 pour cent par rapport à 2016¹⁵. Pour assurer la sécurité alimentaire, la République populaire démocratique de Corée a pris un certain nombre de mesures, notamment des activités de recherche et de vulgarisation agricoles, visant à accroître la production vivrière nationale ainsi que des initiatives pour la production de l'élevage, la pêche et l'horticulture¹⁶. Une stratégie complémentaire de maximisation de la production agricole consistant à atténuer les pertes avant et après récolte doit encore être mise en œuvre, les pertes de la production céréalière nationale atteignant actuellement 16 pour cent¹⁷.

¹¹ UNICEF *et al.* 2017. Enquête en grappes à indicateurs multiples.

¹² UNICEF, Organisation mondiale de la Santé (OMS), PAM et Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, 2012. Enquête nationale sur la nutrition.

¹³ Selon le rapport de l'enquête en grappes à indicateurs multiples menée en 2017, quatre provinces présentent des taux de retard de croissance supérieurs à la moyenne nationale: Ryanggang (31,8 pour cent), Jagang (23 pour cent), Hamgyong du Nord (21,5 pour cent) et Kangwon (21,4 pour cent).

¹⁴ En raison du manque de données ventilées, il n'est pas possible de déterminer quels enfants n'ont pas une alimentation minimale acceptable.

¹⁵ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. 2018 *DPR Korea Needs and Priorities*. (mars 2018). Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>.

¹⁶ Se réfère au manque de données ventilées mentionné plus haut.

¹⁷ FAO, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2014. *Project: Reduction of Post Harvest Losses for Food Security*. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/a-az466e.pdf>

13. La forte participation des femmes à la vie active (47,8 pour cent)¹⁸ est essentiellement limitée à des secteurs particuliers tels que ceux des services, de l'agriculture (y compris les fermes collectives et la transformation des aliments), de l'enseignement, des soins infirmiers et de la fonction publique (fonctions subalternes ou intermédiaires). Les femmes sont le plus souvent chargées des tâches non rémunérées comme le jardinage et l'élevage¹⁹ ainsi que des soins et des travaux domestiques dont dépend la sécurité alimentaire des ménages.
14. *Promouvoir des systèmes alimentaires durables.* Le pays est en grande partie montagneux, et l'on estime que seulement 17 pour cent de terres sont arables²⁰. La production agricole est largement tributaire de méthodes de culture traditionnelles. Le manque d'intrants – semences et engrais de qualité, équipement et carburants pour les machines – nuit à la production vivrière, de même que les pertes après récolte. La situation a été aggravée par la disponibilité limitée d'intrants agricoles essentiels et de carburants. Le changement climatique a également rendu le pays vulnérable aux sécheresses et aux inondations, qui nuisent à la production agricole. Pendant les années 1990, le déboisement s'est accéléré lorsque les forêts ont été exploitées pour produire du bois de feu et de la nourriture, ce qui a entraîné une érosion et un épuisement des sols, et augmenté les risques d'inondation et de glissement de terrain. On estime que la dégradation de l'environnement et les effets du changement climatique pèsent plus particulièrement sur le travail des femmes et des filles car, outre leurs activités dans l'agriculture et l'élevage du bétail, elles sont responsables des tâches de jardinage et de la collecte de l'eau.

Environnement macroéconomique

15. Les données de la Banque de Corée (banque centrale de la République de Corée)²¹ indiquent que la croissance économique en République populaire démocratique de Corée a atteint près de 4 pour cent en 2016 mais qu'elle s'est contractée de 3,5 pour cent en 2017, essentiellement en raison de baisses importantes dans le secteur manufacturier et le secteur public.

Principaux liens intersectoriels

16. Bien que des progrès remarquables aient été accomplis dans la lutte contre la morbidité et la mortalité dues aux maladies transmissibles conventionnelles, le pays n'est pas entièrement prêt à faire face aux nouvelles maladies infectieuses, et n'a pas encore les capacités essentielles requises par le Règlement sanitaire international (RSI 2005) que le Gouvernement s'est engagé à suivre.
17. Des progrès ont été accomplis dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, bien qu'il y ait encore des déficits importants, s'agissant notamment de l'accès aux systèmes d'assainissement et de leur qualité. L'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2017 a fait apparaître que 61 pour cent de la population utilisaient des services de distribution d'eau potable sûrs, mais a relevé des écarts importants entre les zones urbaines (71 pour cent) et rurales (44 pour cent). Pour ce qui est des services d'assainissement de base, environ 8 personnes sur 10 ont accès à des installations améliorées qu'elles ne doivent pas partager avec d'autres familles. Environ 72 pour cent des ruraux utilisent des services d'assainissement de base ou plus avancés, contre 88 pour cent des citadins. L'utilisation

¹⁸ Données de la Banque mondiale. Disponibles à l'adresse: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.TOTL.FE.ZS>. La participation à la vie active est de 87 pour cent pour les hommes et de 74 pour cent pour les femmes. (voir <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/sl.tlf.cact.ma.zs>).

¹⁹ Bureau central de la statistique de la République populaire démocratique de Corée. 2009.

²⁰ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. 2018 *DPR Korea Needs and Priorities*. (mars 2018). Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>.

²¹ The Economist Intelligence Unit.

généralisée et néfaste de latrines à fosse, l'usage d'excréments frais comme engrais²² et une mauvaise hygiène posent de graves problèmes de santé publique et accroissent la dénutrition chez les enfants. En conséquence, une grande partie de la population est régulièrement exposée à des maladies d'origine hydrique telles que les diarrhées, qui sont l'une des principales causes de la mortalité infantile dans le pays²³.

18. La République populaire démocratique de Corée est partie à plusieurs conventions sur l'environnement parmi les plus importantes: la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et plusieurs autres. Elle a récemment signé l'Accord de Paris, au titre duquel elle s'est engagée à préparer sa contribution prévue déterminée au niveau national afin de s'unir aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour réduire les émissions des gaz à effet de serre et mettre un frein au réchauffement climatique. Le pays adhère par ailleurs à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Toutefois, comme nombre d'autres pays, il peine à honorer les engagements qu'il a pris au titre de traités dont il est signataire.
19. L'historique des données montre que le pays est très régulièrement frappé par des catastrophes naturelles plus ou moins graves. Entre 2004 et 2016, plus de six millions de personnes ont été victimes de catastrophes naturelles – essentiellement des inondations et des épisodes de sécheresse; en 2015 et 2016, de nombreuses régions du pays ont eu à subir des crues et des sécheresses²⁴.
20. Étant donné sa vulnérabilité face aux phénomènes climatiques extrêmes, le pays bénéficiera de l'aide fournie par le PAM au renforcement des capacités dans les domaines de la préparation aux catastrophes, de la cartographie de la vulnérabilité et de la réduction des risques, ainsi que de la gestion de l'intervention nationale lorsqu'une catastrophe se produit.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

21. *La dénutrition et le système public de distribution.* Le Gouvernement détermine la taille moyenne des rations de céréales, d'huile de cuisson et de légumineuses prises en charge par le système public de distribution à partir des estimations de production et des importations prévues. Les rations des ménages remplissant les conditions requises varient considérablement en fonction de l'âge et de l'activité des membres du ménage, de la période de l'année et du lieu où elles sont consommées – au sein du ménage ou en dehors, comme à l'école. Les céréales sont distribuées dans les centres publics prévus à cet effet et le reste dans les magasins d'État. Comme les années précédentes, le Gouvernement indique²⁵ que les rations de céréales sont constamment réduites – elles seraient en moyenne de 50 à 60 pour cent inférieures à l'objectif de 573 grammes par personne et par jour fixé par le Gouvernement – mais il n'y a généralement pas assez d'informations sur le système public de distribution pour effectuer une analyse de la suffisance alimentaire. Toutefois, de toute

²² Dénommée "défécation à l'air libre", cette pratique se réfère à l'usage de matière fécale non décomposée comme fumier. Elle a un impact négatif sur l'état sanitaire et nutritionnel de la population.

²³ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. 2018 *DPR Korea Needs and Priorities*. (mars 2018). Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>. Le manque de données ventilées par sexe et par âge empêche d'analyser l'accès à l'eau et aux services sanitaires, les pratiques d'hygiène et l'impact sur les tâches non rémunérées des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans diverses régions du pays.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Rapports de suivi du PAM établis à partir d'entretiens avec des responsables des comtés. 2017.

- évidence, d'autres mécanismes que le système public de distribution contribuent à la subsistance des ménages, notamment les marchés et les réseaux d'aide sociale²⁶.
22. *Production agricole.* L'essentiel de la production alimentaire provient des 3 900 coopératives agricoles et 100 fermes d'État spécialisées dans des activités comme l'élevage de porcs et de volailles²⁷. Le secteur des coopératives agricoles est chargé d'assurer l'autosuffisance du pays en produits de base, à savoir le maïs et le riz, et, de plus en plus, les pommes de terre. Selon certaines informations, les membres des coopératives agricoles auraient droit à des rations plus élevées; ils ont aussi accès à des parcelles de jardin potager (environ 60 m²) qui contribuent à diversifier leur alimentation. Dans les zones urbaines, les parcelles proches des appartements sont cultivées par de petits groupes, tandis que les "terrains en pente", à l'origine des terres déboisées et cultivées au milieu des années 1990, ont été attribués à des groupes d'utilisateurs pour contribuer à la production agricole informelle. Bien que la performance agricole se soit stabilisée ces dernières années²⁸, la production totale reste inférieure aux besoins nationaux – et le pays figure sur la liste des pays à faible revenu et à déficit vivrier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)²⁹.
23. *Accès aux marchés.* Outre les échanges et trocs, les marchés donnent lieu à un grand nombre de petites transactions qui sont souvent le fait des femmes³⁰. Des marchés permettant aux ménages de vendre des produits de leurs jardins potagers et des petits animaux apparaissent. On ne dispose toutefois pas de données suffisantes pour bien comprendre dans quelle mesure ces marchés répondent aux besoins alimentaires et non alimentaires quotidiens de la population.
24. *Carences en micronutriments.* Ces carences, en particulier en fer, zinc, vitamine A et iode, sont courantes. Selon un rapport du Ministère de la santé publique de 2014, 31,2 pour cent des femmes enceintes souffraient d'anémie et le taux d'insuffisance pondérale à la naissance était de 5 pour cent³¹. Une enquête nationale sur la nutrition de 2012³² indique que 74 pour cent en moyenne des femmes enceintes recevaient des compléments en multimicronutriments, ce pourcentage variant de 55 pour cent dans la province de Ryanggang à 88 pour cent dans celle de Pyongyang. Cependant, 26,9 pour cent seulement des mères prenaient des comprimés de multimicronutriments au cours de la période recommandée de six mois pendant la grossesse, tandis que 26,4 pour cent d'entre elles les prenaient pendant un mois seulement. La supplémentation en vitamine A apportée aux enfants âgés de 6 à 59 mois a une incidence importante sur leur survie et constitue l'une des mesures de santé publique les plus courantes pour les enfants; elle est généralement

²⁶ Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire. 2013.

²⁷ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. 2018 *DPR Korea Needs and Priorities*. (mars 2018). Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Voir <http://www.fao.org/countryprofiles/lifdc/fr/>.

³⁰ Selon le rapport du PAM sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République populaire démocratique de Corée (2013), les femmes qui travaillent sont plus nombreuses que les hommes dans certains secteurs, en particulier dans ceux de la vente en gros et au détail (68 pour cent de femmes) et, dans une moindre mesure, dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche (53 pour cent de femmes). La vente sur les marchés de produits ou d'aliments cultivés dans les jardins est souvent la responsabilité des femmes plus âgées. Les secteurs où les hommes prédominent sont notamment l'industrie manufacturière, l'extraction minière et l'exploitation des carrières ainsi que l'administration publique.

³¹ Ministère de la santé publique. 2017. *Medium Term Strategic Plan for the Development of the Health Sector, DPR Korea, 2016-2020*. Disponible à l'adresse: www.nationalplanningcycles.org/sites/default/files/planning_cycle_repository/democratic_peoples_republic_of_korea/dpr_korea_medium_term_strategic_plan_2016-20.pdf.

³² UNICEF, OMS, PAM et Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée. 2012. Enquête nationale sur la nutrition.

administrée deux fois par an par l'entremise des crèches et des médecins de famille à l'occasion de journées de la santé infantile organisées au niveau national. Selon une enquête sur les troubles liés aux carences en iode, 51,3 pour cent des écoliers avaient un apport en iode inférieur au niveau requis³³ et le taux total de goitre, un autre indicateur de la carence en iode, était de 19,5 pour cent (modéré) au niveau national, mais de 31 pour cent (grave) dans les provinces du nord et dans les provinces montagneuses.

25. *Accès aux services de base (à savoir, soins de santé, nutrition, assainissement).* L'insécurité alimentaire et la dénutrition sont exacerbées par le manque d'accès aux services de base, notamment les soins de santé, l'eau et l'assainissement, ce qui compromet le bien-être d'une portion non négligeable de la population, plus particulièrement les jeunes enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées, les personnes handicapées et celles porteuses de maladies transmissibles et non transmissibles. Ces difficultés d'accès rendent également plus difficile le travail domestique qui est le plus souvent accompli par les femmes. Dans la plupart des régions, les systèmes d'adduction d'eau ne fonctionnent pas bien, compromettant ainsi la qualité de l'eau et les quantités disponibles. Pour 13,7 millions de personnes au moins, l'accès à une eau saine et immédiatement disponible est limité. Cette situation et les risques sanitaires qu'elle comporte sont aggravés par le fait qu'environ 23 pour cent de la population n'a aucun accès à des services d'assainissement de base³⁴.
26. *Maladies.* Les maladies transmissibles et non transmissibles constituent un problème de santé majeur. La tuberculose reste un défi: une enquête récente montre que la prévalence atteint 641 pour 100 000, et que les cas de résistance aux médicaments sont nombreux, de même que les rechutes après le traitement³⁵. Il existe une relation établie entre une mauvaise nutrition et une prédisposition à la tuberculose et à d'autres maladies³⁶. La dénutrition affaiblit le système immunitaire d'un sujet, ce qui aggrave les effets des infections qu'il contracte, qui à leur tour renforcent la probabilité qu'il souffre de dénutrition. Dans les situations de pauvreté et d'insécurité alimentaire en particulier, cette relation synergique entre dénutrition et tuberculose entraîne une forte prévalence de la dénutrition chez les tuberculeux. Il est nécessaire d'apporter des soins et un soutien nutritionnels aux patients tuberculeux hospitalisés ou en ambulatoire pour soutenir la lutte que mène le Gouvernement contre la maladie.
27. *Catastrophes naturelles.* Les différents types de vulnérabilité sont aggravés par les fréquentes catastrophes naturelles qui frappent la République populaire démocratique de Corée. Selon l'Indice de gestion des risques du Comité permanent interorganisations, le pays se classe au 41^{ème} rang des 191 pays exposés à des risques de catastrophes³⁷. Des inondations et des sécheresses se produisent régulièrement, parfois au cours d'une même année. Les sécheresses, qui ont été de plus en plus fréquentes au cours des 10 dernières années, déstabilisent la production agricole et la sécurité alimentaire sur le long terme. De graves sécheresses ont frappé le pays en 2014 et 2015, face auxquelles les partenaires humanitaires ont réagi en fournissant une assistance vitale à 1,3 million de personnes dans les quatre provinces les plus touchées. Depuis, le pays a subi de graves inondations en août 2015 et en août 2016 et un épisode de sécheresse dans les provinces centrales en 2017. Les communautés qui vivent dans les zones sujettes aux catastrophes sont

³³ Bureau central de la statistique, Institut de la nutrition infantile et Ministère de la santé publique. 2010.

³⁴ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. 2018 *DPR Korea Needs and Priorities*. (mars 2018). Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Étant donné la vulnérabilité des filles et des femmes enceintes et allaitantes sur le plan nutritionnel, ce groupe de population est également plus exposé à la tuberculose et à d'autres maladies.

³⁷ Voir <http://www.inform-index.org/>.

constamment menacées tant par la malnutrition chronique que par les chocs provoqués par les catastrophes naturelles.

28. *Problématique femmes-hommes.* La République populaire démocratique de Corée a atteint l'objectif d'assurer l'éducation obligatoire pour tous sur 12 ans; ce résultat présente un intérêt particulier car il met en relief l'importance de la parité des sexes dans l'éducation et a permis d'améliorer la participation des femmes à la vie active et leur accès aux soins de santé. En revanche, seuls 28 pour cent des femmes sont inscrites dans l'enseignement supérieur³⁸. C'est en résolvant les questions liées à la parité dans l'enseignement supérieur et en contribuant à autonomiser les femmes dans tous les domaines de la vie domestique, sociale et économique que le pays pourra avoir une population active plus équilibrée dans les domaines où les femmes sont actuellement mal représentées. De telles mesures contribueront aussi à réduire les taux élevés de mortalité maternelle (82 décès pour 100 000 naissances vivantes)³⁹ et la forte incidence de la malnutrition chez les filles et les femmes enceintes et allaitantes. La participation des femmes à la vie publique et à la conduite des affaires doit aussi être renforcée; elles prennent rarement part aux prises de décisions, comme en témoigne leur faible présence aux postes de direction dans les provinces et les comtés. Ces éléments montrent qu'une stratégie plus nuancée et tenant compte de la problématique femmes-hommes (sur la base d'une analyse spécifique) doit être mise en place pour traiter les inégalités de genre comme l'une des causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Les inégalités de revenus entre les sexes doivent aussi être analysées de manière plus approfondie.
29. *Disponibilités des données.* L'accès aux données et leur disponibilité continuent de poser problème en République populaire démocratique de Corée. On constate une pénurie chronique de données ponctuelles, vérifiables et ventilées sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La dernière mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire menée par la FAO et le PAM remonte à 2013. Le PAM a entamé la planification d'une évaluation qualitative qui constitue la première étape de la mise en œuvre de l'approche à plusieurs niveaux. La réalisation d'évaluations qualitatives annuelles et d'une évaluation quantitative à l'échelle du pays pendant la durée du PSPP fait actuellement l'objet de discussions avec le Gouvernement. La collecte de données sur les produits et les effets directs respectant la méthodologie utilisée par le PAM, ainsi que la vérification des données, doivent également être renforcées. En République populaire démocratique de Corée, toute l'information est contrôlée par le Gouvernement, et plus particulièrement par le Bureau central de la statistique.
30. En dépit des activités d'appui nutritionnel constamment mis en œuvre par le PAM au cours des 10 dernières années en faveur des jeunes enfants ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes, celui-ci est toujours considéré comme un fournisseur d'aide alimentaire. Toutefois, grâce aux échanges avec le Ministère de la santé publique et l'Institut pour la nutrition infantile qui ont eu lieu en 2018, la perception du rôle que joue le PAM dans l'assistance alimentaire a commencé à se modifier et ses atouts à être mieux compris. Lors des futures négociations sur l'examen stratégique et le plan stratégique de pays (PSP), ces questions seront traitées conformément à l'approche des programmes fondés sur les besoins.

³⁸ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. 2018 *DPR Korea Needs and Priorities*. (mars 2018). Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>.

³⁹ OMS et autres organismes. 2015. *Tendances de la mortalité maternelle: 1990-2015*. Disponible à l'adresse: www.who.int/reproductivehealth/publications/monitoring/maternal-mortality-2015/fr.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

31. Le Gouvernement a souscrit aux ODD et affirmé son engagement à instaurer la sécurité alimentaire et à améliorer le bien-être de son peuple. Sa gestion du processus de développement est propre au système politique, économique et social du pays qui repose sur une philosophie de complète autosuffisance⁴⁰.
32. Les stratégies, politiques et priorités nationales découlent principalement de la stratégie quinquennale, présentée par le Leader au septième congrès du Parti des travailleurs, en mai 2016, et dans son message du nouvel An, en janvier 2018. Dans son discours devant le septième congrès, le Leader a exposé les priorités comme suit: "L'énergie, ou l'électricité, et l'alimentation sont des problèmes majeurs à résoudre en priorité pour parvenir à une croissance indépendante et durable de l'économie nationale"⁴¹.
33. Dans sa stratégie, le Gouvernement donne la priorité à l'instauration de conditions de vie plus conformes à l'hygiène et à un environnement plus sain. Cela implique l'obligation pour le secteur de l'agriculture d'adopter des systèmes de culture scientifiques et techniques pour accroître le rendement des cultures.
34. La stratégie nationale pour la nutrition et le plan d'action pour 2014-2018 ont pour objectif de réduire la malnutrition chez les femmes et les enfants. La stratégie nationale pour l'agroforesterie et le plan d'action pour 2015-2024 prennent acte des menaces que font peser le déboisement, la dégradation des terres et les catastrophes naturelles sur les moyens d'existence de la population. Parallèlement, la loi de 2015 relative à la prévention des catastrophes, aux secours et au redressement fournit des directives visant la protection des populations et des biens publics.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

35. L'équipe de pays des Nations Unies comprend des représentants de six organismes résidents⁴² et huit non-résidents⁴³. Le Cadre stratégique des Nations Unies pour 2017-2021 régit les activités menées par les Nations Unies à l'appui du Gouvernement. Le cadre définit quatre priorités stratégiques que les Nations Unies s'efforceront de mettre en œuvre au niveau du pays en appuyant les programmes du Gouvernement dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des services de développement social, de la résilience et de la durabilité, et de la gestion des données et du développement.
36. Par le biais de leurs travaux, les Nations Unies visent à contribuer aux efforts consentis par le Gouvernement pour parvenir à l'égalité de genre.
37. Selon le rapport *The Democratic People's Republic of Korea: Needs and Priorities* (République populaire démocratique de Corée: besoins et priorités)⁴⁴, la demande relative au traitement

⁴⁰ La République populaire démocratique de Corée est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et, en souscrivant au Programme de développement durable à l'horizon 2030, elle s'est ralliée à l'ODD 5 qui vise à parvenir à l'égalité entre les sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles.

⁴¹ Discours du Leader devant le septième congrès du parti, mai 2016, troisième partie. "*Building an economic giant and the strategy for developing the national economy*" (non disponible en ligne).

⁴² FAO, UNICEF, PNUD, Fonds des Nations Unies pour la population, PAM et OMS.

⁴³ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Bureau des Nations pour les services d'appui aux projets, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et Fonds international de développement agricole.

⁴⁴ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. *2018 DPR Korea Needs and Priorities*. (mars 2018). Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>.

- de la malnutrition aiguë sévère organisé dans le cadre du programme de l'UNICEF relatif à la gestion communautaire de la malnutrition aiguë continue d'augmenter. En 2016, le programme a été intensifié pour couvrir les besoins de 90 pour cent des enfants de moins de 5 ans, contre seulement 16 pour cent en 2015.
38. En 2005, le Gouvernement a annoncé que les organisations non gouvernementales devaient quitter le pays, mais il a été convenu que certaines continueraient d'opérer sous forme d'unités d'appui aux programmes de l'Union européenne⁴⁵. La Croix-Rouge et plusieurs organisations bilatérales sont toujours présentes⁴⁶.
 39. Les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'agriculture œuvrent pour la réalisation de l'objectif du Gouvernement qui consiste à améliorer les conditions de vie en misant sur le rendement des cultures, l'élevage, la pisciculture et la production de fruits, de champignons et de légumes. Cela est essentiel pour élargir l'accès des personnes à des aliments nutritifs et adéquats. En 2018, le secteur de la sécurité alimentaire privilégiera: les activités à dimension nutritionnelle pour diversifier l'alimentation et renforcer la résilience de la population face aux catastrophes liées au climat et améliorer ainsi la sécurité alimentaire; la fourniture d'intrants agricoles comme des engrais, des semences améliorées, du petit équipement agricole et du petit bétail, notamment dans les zones vulnérables qui subissent davantage les effets du changement climatique; l'aide aux communautés qui s'efforcent de remettre en valeur les terres dégradées; l'apport d'une assistance pour la gestion des terrains en pente; l'apport d'une assistance alimentaire; le renforcement des capacités pour améliorer la résilience fondée sur l'agriculture et la gestion des risques de catastrophe⁴⁷.
 40. Grâce aux mécanismes locaux de coordination, les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition travaillent en étroite collaboration. Le secteur de la sécurité alimentaire établit des rapports périodiques et des bulletins techniques qui apportent des informations quantitatives et qualitatives. En partageant ses données sur l'évolution de la production agricole, le secteur permet de mieux comprendre les liens entre malnutrition et sécurité alimentaire.
 41. Le groupe de travail du secteur de la nutrition poursuivra l'approche volontariste qu'il a mise en place pour tenter de remédier à la dénutrition en mettant l'accent sur les 1 000 premiers jours de la vie, et sur laquelle reposent ses campagnes de sensibilisation à la nutrition. Les interventions à dimension nutritionnelle, telles que la promotion de pratiques optimales d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et la distribution de suppléments alimentaires aux enfants et aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes pour prévenir la malnutrition aiguë et chronique, continueront d'être mises en œuvre. Un programme d'appui nutritionnel aux patients atteints de tuberculose sera lancé en collaboration avec le Gouvernement et l'OMS.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

42. Depuis 1995, dans le cadre de ses opérations d'urgence et de ses interventions prolongées de secours et de redressement, le PAM a livré 4,6 millions de tonnes de produits alimentaires en République populaire démocratique de Corée. Son assistance alimentaire a contribué à nourrir des millions de personnes pendant et après les années de famine, et

⁴⁵ Première Urgence, Concern Worldwide, Deutsche Welthungerhilfe, Triangle and Handicap International.

⁴⁶ Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, Comité international de la Croix-Rouge.

⁴⁷ Équipe de pays pour l'action humanitaire et partenaires. 2018. 2018 *DPR Korea Needs and Priorities*. (mars 2018). Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DPRK%20NP%202018%20110418%20FINAL.pdf>.

~~L'assistance humanitaire a contribué à limiter l'isolement du pays, participant ainsi à la dynamique en faveur de la paix et de la réconciliation dans la péninsule coréenne.~~

43. L'aide du PAM s'est surtout concentrée sur les interventions nutritionnelles et les activités d'Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), principalement dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, venant ainsi en aide à 8,5 millions de bénéficiaires en 2001⁴⁸. Les interventions nutritionnelles visaient à contribuer à renforcer la sécurité alimentaire des enfants et des filles et des femmes enceintes et allaitantes en leur fournissant des aliments enrichis localement en micronutriments, matières grasses et protéines. Les projets 3A ont essentiellement porté sur le dragage des cours d'eau et la remise en état des remblais, le reboisement, le nivellement des terrains et l'amélioration des sols, conformément aux priorités du Gouvernement en matière de réduction des risques de catastrophe et d'agroforesterie. Des éléments de renforcement des capacités ont été intégrés dans les activités de production locale d'aliments dans le but d'améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.
44. Des missions de supervision et une mission d'audit interne menée en 2017⁴⁹ ont mis en évidence les risques qu'entraînent les limites imposées au suivi des opérations, à la régularité des évaluations et à l'accès aux données et aux ministères d'exécution. L'accord conclu par le PAM avec le Gouvernement définit les conditions opérationnelles minimales dans lesquelles doit se dérouler le travail du PAM, notamment les normes de suivi et d'accès aux données, qui sont fondées sur le principe "pas d'accès, pas d'assistance", quelle que soit la taille du programme du PAM. Le manque de données sur la sécurité alimentaire et d'autres informations ventilées (y compris au niveau des comtés) nécessaires aux activités de ciblage constitue un problème considérable pour la conception et la mise en œuvre des programmes. Il faut mener des évaluations quantitatives représentatives au niveau national pour comprendre les besoins des enfants menacés de malnutrition, au-delà des comtés et des institutions auxquels le PAM apporte une aide actuellement.
45. Afin de gérer de tels risques dans le cadre du PSPP, le PAM constituera avec le Gouvernement une équipe conjointe de gestion des projets qui sera chargée de résoudre les problèmes de mise en œuvre liés aux opérations et aux programmes⁵⁰. Cette équipe passera en revue chaque année le plan d'exécution du PSPP.
46. Actuellement, le PAM coordonne ses activités principalement avec le Ministère des affaires étrangères. Des contacts plus étroits et plus réguliers seront établis avec les ministères d'exécution tels que le Ministère de la santé publique et le Ministère du territoire et de la protection de l'environnement, ce qui permettra au bureau de pays de tirer pleinement parti des savoir-faire et des compétences spécialisées du Gouvernement pour mettre en œuvre et affiner son programme⁵¹. Cela assurera aussi que les interventions sont conformes aux priorités nationales et correspondent aux budgets des provinces et des comtés.
47. Compte tenu du manque de données, le PAM insistera auprès du Gouvernement sur la nécessité de collecter et d'analyser des données ventilées par sexe et par âge afin de mieux comprendre les choix, l'accès et l'apport alimentaires des femmes, des hommes, des filles et des garçons et d'aider plus efficacement les mères, les pères et autres dispensateurs de soins à faire en sorte que les enfants aient une alimentation diversifiée adéquate. Ces

⁴⁸ PAM. Rapport normalisé sur les projets. (Projet 05959.2). 2001. Disponible à l'adresse: https://home.wfp.org/sprs/donor_reports/reports/reports_result.asp?selyear=2001&selsprtype=&selytype=&seldonor=&selrecipient_country=408&selproject=&selorg=.

⁴⁹ Audit interne des opérations du PAM en République populaire démocratique de Corée. 2017.

⁵⁰ L'équipe de gestion des projets aura un mandat bien défini et ses membres, y compris ceux détachés par le PAM, auront le profil technique recherché. L'équipe responsable de la mise en œuvre et du suivi comptera des locuteurs coréens.

⁵¹ *Ibid.*

informations permettront également de guider les programmes du Gouvernement et d'autres acteurs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

2.2 Potentialités pour le PAM

48. Les événements géopolitiques récents ont suscité un optimisme prudent quant à la possibilité de voir progresser l'accès humanitaire. Le PAM s'appuiera sur sa présence en tant qu'opération humanitaire la plus vaste menée dans le pays pour étendre rapidement son assistance aux populations les plus vulnérables dans d'autres comtés, si le contexte politique, opérationnel et financier le permet. **Toutes les activités du PAM en République populaire démocratique de Corée seront mises en œuvre conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.**
49. La priorité accordée officiellement au développement économique et social par le Gouvernement crée un environnement favorable pour envisager une transition future de l'assistance humanitaire vers l'aide au développement et s'attaquer aux défis changeants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, si la situation le permet. Le PAM a tout ce qu'il faut pour mobiliser non seulement un soutien opérationnel mais aussi des capacités et des compétences techniques solides dans le domaine de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, de la conception des programmes et de la gestion des risques de catastrophe afin d'aider le Gouvernement à constituer des communautés résilientes.

2.3 Réorientations stratégiques

50. Tout en maintenant l'orientation humanitaire qu'il a suivie jusqu'ici, le PAM, dans le cadre du présent PSPP, prendra des dispositions pour relancer sa collaboration stratégique et opérationnelle avec le Gouvernement; il se préparera à transposer ses activités à plus grande échelle et à recentrer ses programmes lorsque la situation le permettra. Le PSPP donne également l'occasion d'ajouter des activités de renforcement des capacités indispensables pour que l'impact des opérations du PAM perdure. Le PAM envisage une approche en quatre volets: premièrement, étudier les possibilités d'effectuer un examen stratégique national adapté au pays; deuxièmement, planifier le recentrage des programmes en fonction des analyses et des évaluations réalisées dans le cadre du PSPP et intégrant systématiquement la problématique femmes-hommes et la dimension de l'âge; troisièmement, appliquer une approche à plusieurs niveaux aux évaluations; et quatrièmement, collaborer avec le Gouvernement dans les domaines multidisciplinaires que sont la sécurité alimentaire, la réduction des risques de catastrophe, le changement climatique et l'environnement.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

51. Compte tenu du contexte opérationnel ardu qui prévaut en République populaire démocratique de Corée, ainsi que de l'instabilité de la situation géopolitique internationale et des restrictions qui l'accompagnent (en particulier les régimes de sanctions et le financement des donateurs), le PAM ne prévoit pas dans l'immédiat de réorientation stratégique du programme de travail présenté dans son PSPP de trois ans. L'objectif primordial du PAM sera d'aider le pays à éliminer la faim tout en préservant les acquis engrangés jusqu'à présent dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition et en prévenant la dénutrition, en particulier parmi les groupes les plus exposés.
52. Conformément à l'analyse des lacunes et des problèmes, des priorités nationales, des enseignements tirés de l'expérience et des perspectives envisageables, et en collaboration avec les ministères concernés et les partenaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement des Nations Unies, le bureau de pays se concentrera sur trois effets directs stratégiques interdépendants relevant de l'ODD 2, à savoir:

- stabilisation ou amélioration de la nutrition (effet direct stratégique 1);
 - moyens d'existence résilients (effet direct stratégique 2); et
 - intervention d'urgence en cas de catastrophe naturelle (effet direct stratégique 3).
53. Le bureau de pays est déterminé à prendre systématiquement en compte les questions transversales relatives à la problématique femmes-hommes, à l'âge et au handicap dans tous les effets directs stratégiques.
54. Dans le même temps, le PSPP offre la possibilité d'ajouter une dimension de renforcement des capacités qui assurera la pérennité de l'impact des opérations du PAM⁵². Cette dimension transparaît dans la conception des activités proposées pour les effets directs stratégiques 1 et 2, avec l'accent accru mis sur le renforcement des capacités des homologues (y compris des voyages d'étude), l'ajout de messages nutritionnels dans les modules de formation et les documents d'information à l'intention des parties prenantes visées et la recherche de solutions techniques innovantes et localisées dans des domaines tels que l'enrichissement des aliments, les activités 3A ou la mesure de l'impact.
55. Le PAM se préparera à intensifier ses opérations et à recentrer ses programmes si le contexte opérationnel le permet. Toute réorientation au niveau des programmes fera l'objet d'un PSPP révisé. Les plans d'urgence pour une éventuelle intensification des opérations ou une modification de l'approche stratégique du PAM seront établis durant la période de mise en œuvre du PSPP.
56. Le PAM prévoit une approche à quatre volets. Premièrement, dans le cadre d'une collaboration stratégique renforcée, le PAM étudiera les possibilités d'élaborer un examen stratégique national sur mesure relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition ou une autre "feuille de route" tenant pleinement compte du contexte du pays pour réaliser l'ODD 2. Le PAM examinera aussi la nécessité et les possibilités de mettre en place de nouvelles modalités de programme et de nouvelles approches de ciblage et de suivi, et d'élargir la couverture géographique.
57. Deuxièmement, en fonction des résultats de l'examen stratégique, le PAM envisagera un recentrage de ses programmes, en tenant compte également des résultats d'autres analyses et évaluations.
58. Troisièmement, le PAM mettra en place une approche à plusieurs niveaux pour améliorer l'accès aux données et réaliser les évaluations des besoins et les analyses qui permettront de mieux comprendre les systèmes alimentaires en République populaire démocratique de Corée, ainsi que les disparités systémiques en fonction du sexe, de l'âge et du handicap. Dans le cadre de l'approche à plusieurs niveaux, le PAM achèvera une évaluation qualitative avant le démarrage du PSPP et effectuera par la suite des évaluations qualitatives annuelles. Une évaluation quantitative de la sécurité alimentaire devrait avoir lieu durant le PSPP. Les résultats de ces analyses viendront compléter les informations issues de l'enquête en grappes à indicateurs multiples menée en 2017 et du recensement qui doit être réalisé avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la population, et guideront l'élaboration et le ciblage du PSPP en cas de révision.
59. Enfin, à partir des résultats des analyses et des évaluations et en fonction des conclusions de l'examen stratégique, le PAM envisagera un recentrage de programmes permettant à l'institution d'optimiser l'impact de ses activités. Tout changement s'accompagnera d'une

⁵² Se réfère à la capacité de mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire et non au transfert de technologies à double usage.

collaboration renforcée avec le Gouvernement et d'accords spécifiant les conditions opérationnelles requises.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2025, l'état nutritionnel, en particulier les carences en micronutriments, des enfants de moins de 7 ans, des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des personnes atteintes de tuberculose dans les comtés ciblés se stabilise ou s'améliore

60. Pour contrer les effets de la baisse de la productivité agricole et de la réduction des rations de céréales fournies par le système public de distribution, et pour préserver les acquis de la lutte contre la malnutrition (dont témoignent les résultats de l'enquête en grappes à indicateurs multiples menée en 2017), au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM concentrera son action sur l'aide aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes pour tirer le meilleur parti de la période favorable que constituent les 1 000 premiers jours de la vie et sur l'assistance aux enfants dans les crèches, en maternelle, en internat et en milieu hospitalier. Le PAM viendra également en aide aux malades de la tuberculose⁵³ dans le cadre des efforts déployés pour améliorer les taux de guérison de la tuberculose et pour aider les membres de leurs familles à s'immuniser naturellement contre cette maladie. L'aide du PAM consistera à compléter l'alimentation des groupes cibles avec des macro- et des micronutriments pour permettre aux bénéficiaires de stabiliser leur état nutritionnel et de le préserver ensuite.
61. Cet effet direct va dans le sens de la stratégie nationale pour la nutrition et du plan d'action pour 2014-2018, qui ont pour objectif de réduire la malnutrition chez les femmes et les enfants. Il s'inscrit également parmi les priorités stratégiques 1 (sécurité alimentaire et nutritionnelle) et 2 (résilience et durabilité) du Cadre stratégique des Nations Unies pour 2017-2021. Comme il s'efforce d'avoir un impact sur la malnutrition, il est conforme au résultat stratégique 2 du PAM et à la cible 2 de l'objectif de développement durable 2. L'activité entreprise au titre de cet effet direct stratégique contribuera également au résultat stratégique 1 du PAM en renforçant la capacité de production locale.

Domaines d'action privilégiés

62. Cet effet direct est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

63. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les enfants de moins de 7 ans, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les personnes atteintes de tuberculose ciblés reçoivent des produits alimentaires de qualité et riches en nutriments qui améliorent leur état nutritionnel.
 - Les usines locales bénéficient de l'amélioration de l'infrastructure et des capacités de production d'aliments sains et de qualité.

Activités essentielles

Activité 1. Fournir une assistance nutritionnelle aux enfants de moins de 7 ans, aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et aux personnes atteintes de tuberculose et renforcer les capacités des entreprises locales de transformation de produits alimentaires

64. Au titre de cet effet direct, le PAM continuera de fournir des compléments alimentaires produits localement, conformes aux rations recommandées pour préserver l'état nutritionnel et prévenir la malnutrition parmi les bénéficiaires. Les groupes cibles seront les

⁵³ Tant les cas de tuberculose sensibles aux médicaments que ceux résistants à plusieurs traitements.

filles et les femmes enceintes et allaitantes, les enfants dans les crèches (âgés de 6 mois à 4 ans), en maternelle (de 5 à 6 ans) et dans les hôpitaux pédiatriques (de 6 mois à 17 ans) des comtés visés par le programme⁵⁴.

65. Outre les compléments nutritionnels, le PAM dispensera une formation indispensable sur les modes d'alimentation adaptés aux nourrissons et aux jeunes enfants, laquelle mettra l'accent sur l'allaitement maternel exclusif et prolongé, l'introduction d'une alimentation complémentaire et les bienfaits d'un régime équilibré. Cette composante sera conçue en coordination avec le Gouvernement, et plus particulièrement l'Institut de la nutrition infantile, le Ministère de la santé publique et l'Institut de recyclage professionnel.
66. Au titre de la composante relative à la tuberculose, le PAM, en collaboration avec l'OMS, apportera aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons victimes de cette maladie une aide durant leur traitement, tant en hôpital qu'en ambulatoire. Cette activité viendra compléter le cycle de traitement prévu par l'OMS.
67. Le PAM continuera d'aider 11 usines locales de transformation alimentaire à produire des aliments enrichis pour ses bénéficiaires; à cet effet, il leur fournira des pièces de rechange et des emballages, modernisera l'équipement pour améliorer la qualité des aliments et dispensera une formation technique au personnel des usines.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, les personnes vulnérables face aux catastrophes et à l'insécurité alimentaire des comtés ciblés sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et après des chocs et des tensions

68. Le PAM mettra à profit l'expérience qu'il a acquise en matière d'assistance en République populaire démocratique de Corée afin de réaliser les travaux nécessaires pour entamer la phase de redressement; à cet effet, il mettra en œuvre des activités tenant compte de la problématique femmes-hommes qui visent à renforcer l'autosuffisance des personnes vulnérables exposées aux catastrophes naturelles et à l'insécurité alimentaire. Le PAM aidera les personnes vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire dans les régions ciblées où la productivité agricole est faible, où l'investissement dans l'infrastructure rurale est insuffisant et où les acquis du développement sont balayés par les catastrophes. Les ménages vulnérables ciblés bénéficieront (les femmes au même titre que les hommes) de la création d'ouvrages d'infrastructure rurale et de la mise en œuvre d'activités de réduction des risques de catastrophe, ce qui devrait leur permettre de gagner en autosuffisance, de consommer plus d'aliments nutritifs et d'être mieux à même de faire face aux chocs.
69. Cet effet direct va dans le sens de la stratégie nationale pour l'agroforesterie, de son plan d'action pour 2015-2024 et de la loi de 2015 sur la prévention des catastrophes, les secours et le redressement. Il s'inscrit également parmi les priorités stratégiques 1 (sécurité alimentaire et nutritionnelle) et 2 (résilience et durabilité) du Cadre stratégique des Nations Unies pour 2017-2021. Conformément aux résultats stratégiques 1 et 4 du PAM et à l'ODD 13, il s'efforce d'avoir un impact sur l'accès à la nourriture et sur les systèmes alimentaires.

Domaines d'action privilégiés

70. Cet effet direct est axé sur le renforcement de la résilience.

⁵⁴ La fréquentation scolaire étant obligatoire depuis la maternelle, les activités de ciblage des enfants de 5 et 6 ans et des enfants en internat sont liées aux résultats nutritionnels et non aux objectifs relatifs à l'éducation. L'aide fournie par le PAM vise à renforcer le continuum de soins destinés à l'éveil de la petite enfance et la prévention de la dénutrition.

Produits escomptés

71. Le produit ci-après permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient d'un soutien aux moyens d'existence qui tient compte de la problématique femmes-hommes et améliore leur autosuffisance, réduit les risques et favorise la stabilité.

Activités essentielles

Activité 2. Fournir un appui aux moyens d'existence tenant compte de la problématique femmes-hommes et assorti de conditions aux groupes de population en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées par le PAM

72. Au titre de cet effet direct, le PAM fournira une assistance directe sous forme de céréales, de légumineuses et d'huile végétale aux ménages exposés à l'insécurité alimentaire pour diversifier leur alimentation. Les activités 3A prévues permettront de créer des actifs qui contribueront à renforcer les moyens d'existence, à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et à réduire les risques de catastrophe.
73. En République populaire démocratique de Corée, les activités 3A sont mises en œuvre en partenariat avec le Gouvernement, le PAM contribuant pour sa part aux programmes de travaux publics en milieu rural. Les projets prioritaires seront sélectionnés en collaboration avec les ministères techniques ainsi que les responsables de l'administration provinciale et des comtés. Pour ce faire, un lien direct sera établi avec les ministères techniques qui fonctionnera tout au long du cycle des projets, et les capacités de ces ministères de concevoir et mettre en œuvre des solutions techniques novatrices adaptées au contexte local pour faciliter la réalisation des activités 3A seront renforcées. Le PAM collaborera par ailleurs avec le Ministère du territoire et de la protection de l'environnement pour mettre en œuvre des activités durables de réduction des risques de catastrophe tenant compte de la problématique femmes-hommes.
74. Les projets 3A prévoient la construction et la remise en état de barrages, de réservoirs d'eau et de canaux d'irrigation, des activités d'agroforesterie (y compris le reboisement des flancs de coteaux et la plantation de vergers communautaires), le renforcement des berges et la création d'actifs pour la pisciculture et la lutte contre les pertes après récolte. Dans le cadre de la stratégie 3A, le PAM plaidera en faveur de la mise en place de sites modèles pour le renforcement de l'autosuffisance des communautés bénéficiaires et encouragera les autres communautés à les utiliser pour améliorer leurs moyens d'existence. Il s'attachera à faire en sorte que les résultats soient équitables pour les femmes et les hommes. Les actifs faisant l'objet des activités 3A seront conçus de manière à minimiser les dégâts environnementaux.
75. L'établissement de l'ordre de priorité des projets aura pour objectif de développer les partenariats avec les acteurs opérationnels. Ainsi, par exemple, une composante sur la préparation aux catastrophes sera incluse dans les activités 3A mises en œuvre avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et un projet pilote visant à réduire les pertes après récolte sera réalisé en collaboration avec la FAO. Avec le Gouvernement, le PAM mettra à jour les directives sur les activités 3A en vue d'élargir leur champ d'action et d'en renforcer l'impact bénéfique sur l'égalité de genre.
76. Cette activité sera menée dans le cadre d'un partenariat entre le Gouvernement et le PAM au titre duquel le PAM fournira les produits alimentaires et les articles non alimentaires de base (des outils, par exemple), facilitera la réalisation des travaux de cartographie et de planification et contribuera le cas échéant à la conception de solutions techniques. De son côté, le Gouvernement se chargera de fournir d'autres articles non alimentaires, de

déterminer les participants aux activités 3A et de faciliter la coordination avec les ministères techniques et les responsables de l'administration provinciale et des comtés.

Effet direct stratégique 3: Les personnes touchées par une crise ont accès à la nourriture toute l'année

77. Compte tenu de la situation complexe qui perdure en République populaire démocratique de Corée, l'une des meilleures manières d'assurer l'accès à la nourriture et à une bonne nutrition consistera à permettre aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons vulnérables de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels durant les situations d'urgence et immédiatement après, ce qui aidera à réaliser la cible 1 de l'ODD 2. Cette assistance sera nécessaire aux personnes victimes de catastrophes naturelles, qui auront besoin d'une aide face aux crises susceptibles de se déclarer entre 2019 et 2021.
78. Cet effet direct est conforme à la loi de 2015 sur la prévention des catastrophes, les secours et le redressement et s'inscrit parmi les priorités stratégiques 1 (sécurité alimentaire et nutritionnelle) et 2 (résilience et durabilité) du Cadre stratégique des Nations Unies pour 2017-2021.

Domaines d'action privilégiés

79. Cet effet direct est axé sur les interventions face aux crises.

Produits escomptés

80. Le produit ci-après permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes touchées par une crise reçoivent des vivres qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels.

Activités essentielles

Activité 3: Fournir une assistance alimentaire en nature, non assortie de conditions, aux personnes touchées par une crise

81. En collaboration étroite avec le module de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, l'équipe de pays des Nations Unies et les entités gouvernementales, le PAM fournira une assistance alimentaire en nature non assortie de conditions aux personnes touchées par des situations d'urgence. Au cours de la première semaine suivant la crise, une ration d'aide immédiate composée de biscuits enrichis sera distribuée pour subvenir à leurs besoins en nutriments, après quoi, une ration mensuelle comprenant des céréales, des légumineuses et de l'huile sera remise aux bénéficiaires dans le cadre de distributions générales de vivres. Cette assistance sera octroyée dans le respect des principes d'égalité des sexes, de protection et de responsabilité à l'égard des populations touchées; elle sera adaptée aux besoins particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et tiendra compte de ceux des personnes handicapées.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

82. Pendant la durée du PSPP, le PAM entamera un examen stratégique, notamment une analyse par sexe et par âge, pour étudier la nature des problèmes que pose l'éradication de la faim dans le pays. En fonction des conclusions de l'examen et du résultat des négociations à venir, le PAM réévaluera son engagement dans le pays lors du processus de mise au point du prochain PSP.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

83. L'aide du PAM continuera de cibler les provinces et les comtés⁵⁵ exposés à l'insécurité alimentaire, à la dénutrition et aux catastrophes naturelles, lesquels sont sélectionnés en consultation avec le Gouvernement en fonction de critères relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Une vaste évaluation quantitative de la sécurité alimentaire prévue à l'échelle du pays selon l'approche à plusieurs niveaux devrait fournir des données permettant d'affiner le ciblage et d'étudier la possibilité d'inclure d'autres comtés et des bénéficiaires autres que les institutions. Les enfants et les filles et les femmes enceintes et allaitantes seront les premiers groupes à recevoir l'assistance du PAM en raison de leur vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition⁵⁶. Garçons et filles bénéficieront d'un accès égal aux distributions d'aliments composés enrichis et de biscuits enrichis.
84. Pour obtenir le maximum d'impact, les projets nutritionnels et les activités 3A du PAM seront mis en œuvre principalement dans les mêmes comtés. Les interventions d'urgence auront lieu dans les zones où se déclencheront des crises.
85. À l'issue des travaux de cartographie réalisés conjointement avec les ministères techniques pour harmoniser les activités 3A du PAM avec les plans du Gouvernement, d'autres secteurs prioritaires devraient être identifiés et être éventuellement inclus dans la stratégie 3A du PSPP. L'évaluation qualitative inscrite dans l'approche à plusieurs niveaux et menée à l'échelle du pays devrait aussi guider le ciblage des activités 3A du PSPP. L'harmonisation avec les travaux des autres organismes opérant dans le pays sera également prise en compte.
86. Les participants aux activités 3A dans les comtés ciblés seront sélectionnés en fonction des critères de sécurité alimentaire définis dans les directives sur les activités 3A⁵⁷, et selon une répartition équitable entre les femmes et les hommes.
87. Les responsables de l'administration provinciale et des comtés ainsi que le personnel des institutions et des hôpitaux pédiatriques ciblés seront les bénéficiaires potentiels des activités visant à renforcer la capacité du Gouvernement de mettre en œuvre des activités d'appui nutritionnel; à ce titre ils participeront à des sessions de formation annuelles. Le PAM continuera par ailleurs à former le personnel des usines de production d'aliments enrichis sains et de qualité bénéficiaires de l'assistance du PAM. À l'échelle nationale, les fonctionnaires de certains ministères techniques et des universitaires prendront part à des formations et à des voyages d'étude dans des pays choisis recevant une aide du PAM. Le bureau de pays étudiera les possibilités de faciliter ces échanges d'informations dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

⁵⁵ Soixante comtés de neuf provinces recevront une aide du PAM. Celui-ci couvre toutes les provinces de la République populaire démocratique de Corée à l'exception de la province de Jagang et des villes de Pyongyang et Nampo.

⁵⁶ La sélection des filles et des femmes enceintes et allaitantes se fait à partir des listes fournies par les responsables des comtés, qui comprennent les femmes et les filles à partir de leur quatrième mois de grossesse et les mères dont les enfants sont âgés de moins de 6 mois. Tous les enfants fréquentant les crèches, les maternelles, les internats, les hôpitaux et les services pédiatriques ciblés bénéficieront d'un appui nutritionnel. Le Gouvernement actualisera une fois par an le plan global d'exécution qui dresse la liste des bénéficiaires des activités d'appui nutritionnel par province et par comté.

⁵⁷ Les critères seront actualisés pour prendre en compte les catégories recensées dans les directives actuelles sur les activités 3A, à savoir: les familles ayant des difficultés à se procurer de la nourriture ou n'ayant pas les revenus suffisants pour s'en acheter; les familles ayant très peu de possibilité de cultiver leurs propres potagers ou d'élever leurs animaux; les familles ne bénéficiant pas d'une aide de leurs proches; les familles dont quelques membres reçoivent une assistance du PAM dans le cadre des activités d'alimentation des groupes vulnérables; les ménages dirigés par une femme; et les familles nombreuses, qui seront prioritaires lors de la sélection.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ						
Effet direct stratégique	Activités	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	Prévention de la malnutrition chez les filles et les femmes enceintes et allaitantes et chez les enfants de moins de 7 ans	405 388	421 934	406 500	-	1 233 822
	Prévention de la malnutrition chez les patients tuberculeux hospitalisés ou traités en ambulatoire	25 713	26 762	63 973	59 052	175 500
2	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	154 275	160 572	383 840	354 313	1 053 000
3	Transferts de ressources non assortis de conditions pour faciliter l'accès à la nourriture	51 425	53 524	127 947	118 104	351 000
Total, hors chevauchement		636 800	662 792	982 259	531 470	2 813 322

4.2. Transferts

88. Le PAM fournira une assistance alimentaire en nature à ses bénéficiaires. Les filles et les femmes enceintes et allaitantes recevront des céréales enrichies. Les enfants et les patients tuberculeux hospitalisés dans les institutions ciblées recevront des biscuits et des céréales enrichis; les patients tuberculeux traités en ambulatoire et les participants des activités 3A bénéficieront de rations familiales composées de céréales, de légumineuses et d'huile végétale. Les populations touchées par des crises recevront des biscuits enrichis, des légumineuses, de l'huile et des céréales.
89. La République populaire démocratique de Corée est un pays à déficit vivrier; le marché des céréales n'est pas un marché libre. Les céréales et biscuits enrichis seront produits dans les usines bénéficiaires de l'aide du PAM à partir de denrées brutes importées, ce qui est plus rentable que d'importer des produits prêts à l'emploi. Aucune modalité de transferts de type monétaire ou de bons n'est prévue dans le cadre du présent PSPP.

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ										
	Effet direct stratégique 1							Effet direct stratégique 2:	Effet direct stratégique 3:	
	Activité 1							Activité 2	Activité 3	
Type de bénéficiaire	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Enfants de 6 à 59 mois en crèche	Enfants des orphelinats	Enfants hospitalisés	Enfants de 5 à 6 ans en maternelle	Patients tuberculeux	Patients tuberculeux en ambulatoire (ration familiale)	Participants aux activités 3A (ration familiale)	Intervention immédiate	Distribution générale de vivres
Modalité	Produits alimentaires							Produits alimentaires	Produits alimentaires	
Céréales enrichies	200	100	100	100	100	100	-			
Biscuits enrichis	-	60	60	60	60	60	-		250	
Céréales	-	-	-	-	-	-	1 000	1 000		400
Légumineuses	-	-	-	-	-	-	350	350		60
Huile	-	-	-	-	-	-	150	150		25
Total kcal/jour	740	514	514	514	514	514	1 402	s/o	1 000	1 937
% kcal d'origine protéique	10,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,6	s/o	8,30	10,20
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	-	-	-	-	-	-	-	-	--	-
Nombre de jours d'alimentation par an	30 jours/ mois pendant 12 mois ⁵⁸	25 jours/ mois pendant 12 mois	30 jours/ mois pendant 12 mois	30 jours/ mois pendant 12 mois	25 jours/ mois pendant 12 mois	30 jours/ mois pendant 4 mois	30 jours/ mois pendant 5 mois	180 jours/an	7 jours	30 jours

⁵⁸ Les filles et les femmes enceintes et allaitantes recevront une aide durant les cinq derniers mois de leur grossesse et les six premiers mois de l'allaitement.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	142 001	52 104 909
Légumineuses	23 790	14 369 391
Huile et matières grasses	13 521	10 816 598
Autres	19 602	31 313 089
Total (produits alimentaires)	198 915	108 603 986
Transferts de type monétaire	-	-
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	198 915	108 603 986

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

90. Les activités de renforcement des capacités seront conçues pour améliorer les capacités nationales et infranationales des partenaires du PAM de mettre en œuvre les programmes d'assistance nutritionnelle et les activités relatives aux moyens d'existence. Elles nécessitent d'engager des discussions sur les politiques dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'élaborer des directives tenant compte de la problématique femmes-hommes pour les institutions bénéficiaires de l'aide du PAM. Celui-ci organisera des séances de formation annuelles à l'intention du personnel des institutions et hôpitaux pédiatriques inclus dans le programme d'assistance nutritionnelle. En outre, de la documentation pédagogique sera mise à disposition pour améliorer la préparation des aliments, ainsi que les pratiques en matière d'hygiène, d'assainissement et de soins aux enfants. Aucun transfert de technologie n'est prévu au titre du présent PSPP.
91. Des partenaires gouvernementaux et des universitaires participeront à des voyages d'études pris en charge par le PAM dans des pays bénéficiant de son aide afin d'encourager l'échange d'opinions et d'éléments d'expérience dans les domaines de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition. Le PAM étudiera les possibilités d'enrichissement des aliments avec le Gouvernement, l'UNICEF et l'OMS (y compris au moyen d'une analyse de la situation). Il s'efforcera d'établir des partenariats avec les universités nationales pour se faire conseiller sur les techniques d'enrichissement des produits alimentaires. Des séances de formation relatives à la production alimentaire locale seront organisées régulièrement pour améliorer la manutention des aliments, ce qui pourrait aboutir à une plus grande sécurité sanitaire des aliments et une meilleure assurance qualité.
92. Un tableau des activités de renforcement des capacités sera établi avec l'aide de l'équipe de gestion des projets du PSPP; il comprendra des données de référence et permettra de suivre l'avancement des activités et de mesurer les réalisations pour chacune des catégories d'acteurs ciblés.

4.3. Chaîne d'approvisionnement

93. Le PAM fournira aux bénéficiaires ciblés une assistance alimentaire en nature composée d'aliments transformés enrichis localement. Les mélanges de produits, vitamines et minéraux utilisés pour produire les denrées enrichies seront achetés sur le marché international; des délais de quatre à six mois sont à prévoir pour les achats, auxquels s'ajoutera un mois supplémentaire pour la fabrication locale des aliments enrichis.

94. Le Gouvernement est responsable du transport des produits alimentaires depuis le port d'entrée jusqu'aux usines de production d'aliments enrichis et aux entrepôts locaux. Il est aussi chargé de livrer les denrées aux institutions pour l'enfance et d'autres bénéficiaires, avec l'appui technique du PAM.
95. Pour tenter de résoudre les problèmes de transformation des aliments⁵⁹, le bureau de pays continuera de collaborer avec le Gouvernement pour renforcer sa capacité de produire des aliments nutritifs, notamment en améliorant ses capacités techniques et en fournissant du matériel de meunerie et des pièces détachées. Comme il l'a fait jusqu'à présent, le bureau de pays s'efforcera également de remédier aux problèmes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments durant la mise en œuvre du PSPP. Les capacités portuaires et aux points d'entrée seront régulièrement vérifiées pour améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

96. Aucun changement majeur n'est envisagé entre le PSPP de transition et le PSPP. La taille, la structure et le profil des effectifs du bureau de pays devraient être semblables à ceux mis en place pour le PSPP de transition. Le PAM n'a pas de bureau auxiliaire ni d'antenne locale en République populaire démocratique de Corée. Le bureau de pays dispose d'une unité d'appui à Beijing. Le personnel national est détaché par le Gouvernement.
97. Dans le cadre des activités de renforcement des capacités⁶⁰, et pour établir des liens directs avec les ministères, le PAM étudie les possibilités de développer sa capacité interne en engageant des experts nationaux dans divers domaines, à savoir l'assistance nutritionnelle, le reboisement, l'atténuation des catastrophes, la création d'actifs, la pisciculture et l'égalité de genre.

4.5 Partenariats

98. Le Comité de coordination nationale du Ministère des affaires étrangères est l'organisme de référence auquel le PAM s'adresse pour faciliter les liens avec les ministères concernés. Le PAM collabore également avec le Ministère de la santé publique et le Ministère du territoire et de la protection de l'environnement au niveau des provinces et des comtés.
99. Le PAM est membre à part entière de l'équipe de pays pour l'action humanitaire chargée des interventions d'urgence. Il coordonne son action en matière de nutrition avec l'UNICEF et l'OMS, copréside le groupe de travail sur la sécurité alimentaire avec la FAO et celui sur la nutrition avec l'UNICEF. Le PAM est membre des groupes de travail interorganisations sur le suivi et l'évaluation et sur la gestion des données. En outre, il travaille étroitement avec les autres membres de l'équipe spéciale chargée de la problématique femmes-hommes, à savoir le PNUD, la FAO, l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population.
100. Outre la Fédération internationale de la Croix-Rouge, le Comité international de la Croix-Rouge, la Direction suisse du développement et de la coopération, le Bureau de la sécurité alimentaire de l'Union européenne, le programme finlandais de redressement des secteurs agricole et sanitaire de Fida international, et les bureaux de la coopération français et italien, cinq organisations non gouvernementales internationales ont des bureaux à Pyongyang. Le PAM continuera de négocier avec le Gouvernement la possibilité d'établir des partenariats avec les organismes intervenant dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la gestion des catastrophes, et de mettre en œuvre avec eux des projets conjoints.

⁵⁹ Les problèmes de transformation des aliments sont essentiellement dus au manque de pièces de rechange, à une maintenance insuffisante et au non-respect des mécanismes d'assurance et de contrôle de la qualité.

⁶⁰ Les activités de renforcement des capacités sont prévues au titre des effets directs stratégiques 1 et 2.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

101. Le suivi doit être envisagé en tenant compte des objectifs du PAM et du contexte opérationnel en République populaire démocratique de Corée. Si les opérations sont gênées par les conditions de travail, notamment des restrictions d'accès qui compromettent le suivi des produits et des effets directs et ne permettent pas d'effectuer des évaluations régulières, le PAM a toutefois accès aux zones où ses opérations sont mises en œuvre et a passé avec le Gouvernement un accord lui permettant de disposer des services de spécialistes internationaux du suivi parlant le coréen.
102. Le PAM continuera d'avoir accès aux bénéficiaires, aux institutions et aux usines. En outre, il renforcera ses capacités pour pouvoir réaliser les études préalables, les examens et les évaluations prévus dans le plan de suivi, d'examen et d'évaluation du PSPP. En cas d'intensification des opérations, des conditions préalables supplémentaires seront fixées pour garantir un respect plus rigoureux des prescriptions en matière de suivi.
103. Dans le cadre du PSPP, le bureau de pays, avec l'aide du bureau régional, passera du système E-WIN à l'outil de collecte et d'analyse des données utilisant la téléphonie mobile (MDCA), ce qui permettra de simplifier et d'harmoniser la collecte des données.
104. En 2018, le PAM a élaboré un plan de suivi et d'évaluation visant à renforcer les modalités de suivi du PSPP de transition en cours. Un exercice complémentaire aura lieu à la fin du PSPP de transition afin de mesurer les progrès accomplis en matière de suivi et d'évaluation et de déterminer les améliorations susceptibles d'y être apportées dans le cadre du nouveau PSPP. Au titre de cet exercice, le PAM étudiera la possibilité de mettre en place un suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes et du handicap, indiquera les besoins en matière de suivi pour chaque effet direct stratégique, en conformité avec le Cadre de résultats institutionnels pour 2017-2021 et la stratégie en matière de suivi du PAM. Il veillera également à ce que les outils de suivi tiennent bien compte des exigences institutionnelles.
105. Toutes les activités de suivi seront menées conjointement avec le Gouvernement. Les modalités de suivi seront intégrées dans le mandat et dans les activités de l'équipe conjointe de gestion des projets. Le PAM étudiera également les possibilités de suivi complémentaire ou conjoint avec d'autres organismes des Nations Unies et d'autres organisations en République populaire démocratique de Corée.
106. Suite à une étude de l'évaluabilité des opérations du PAM en République populaire démocratique de Corée, une évaluation décentralisée devrait avoir lieu en 2019 sur un sujet présentant un intérêt particulier tandis qu'une évaluation du portefeuille d'activités gérée par le Bureau de l'évaluation est prévue pour 2020 pour guider la mise en œuvre du PSPP et la conception du PSP qui suivra.
107. Une analyse des besoins en matière de renforcement des capacités prévue fin 2018 guidera la conception d'un plan de renforcement des capacités de suivi et d'évaluation concernant le personnel du PAM et celui du Gouvernement détaché auprès du PAM.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

108. Le PAM surveillera les risques contextuels tels que les catastrophes naturelles et l'impact des sanctions sur les opérations du PAM. Le bureau de pays a préparé un plan de secours pour être en mesure de réagir en cas de catastrophe; le plan existant de préparation aux situations d'urgence et d'intervention face aux crises est mis à jour régulièrement. Les équipes de suivi du bureau de pays collectent les données relatives aux sécheresses et aux inondations.

109. En raison des sanctions, le circuit bancaire est actuellement fermé; une indisponibilité prolongée des fonds nécessaires aux activités pourrait compromettre gravement les opérations du PAM sur le terrain.
110. Les déficits de financement sont également un facteur de risque majeur pour le PAM. Actuellement, le bureau de pays du PAM s'active sans relâche auprès des donateurs pour assurer le financement des opérations en cours, tout en étudiant les possibilités d'élargir le portefeuille de donateurs non habituels.

Risques opérationnels

111. Les ruptures d'approvisionnement constituent le principal risque opérationnel; elles diminuent les bienfaits nutritionnels que les enfants et les filles et les femmes enceintes et allaitantes, qui ont besoin d'un apport régulier de compléments alimentaires pour préserver leur santé, retirent de l'assistance du PAM; elles retardent la production d'aliments enrichis et réduisent les effectifs disponibles pour la gestion et le suivi des opérations. Ces risques découlent souvent d'un déficit de financement et exigent la mise en place de mesures d'atténuation spéciales pour minimiser leur impact sur les bénéficiaires du PAM.
112. L'absence d'évaluation récente et de données ventilées au niveau des comtés continue de compromettre le ciblage et, ce faisant, ne permet pas de garantir que l'aide profite effectivement aux plus démunis. Les stratégies d'atténuation des risques qui préconisent d'avoir accès aux ministères techniques pour coordonner l'appui aux programmes et l'harmoniser avec les plans et les budgets régionaux contribueront à éviter les chevauchements d'activités. Le PAM s'efforcera d'établir des partenariats avec les ministères et les partenaires concernés, réalisera des travaux conjoints de cartographie avec les ministères techniques et aidera à organiser le détachement de personnels auprès du PAM. L'application de l'approche à plusieurs niveaux aux évaluations et la réalisation d'une analyse différenciée par sexe lors de la conception des programmes pour améliorer l'intégration de la problématique femmes-hommes sont autant d'éléments qui contribueront à remédier à ces risques.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

Effet direct stratégique	2019	2020	2021	Total
1	39 776 527	39 909 848	39 546 241	119 232 617
2	13 315 186	13 330 887	13 289 457	39 935 531
3	634 660	634 783	632 943	1 902 386
Total	53 726 374	53 875 519	53 468 642	161 070 534

113. Le PAM s'emploie à ce que ses opérations soient intégralement financées afin que tous les bénéficiaires prévus puissent recevoir son aide. Des déficits étant toutefois probables, le bureau de pays affectera les ressources de manière à avoir le plus d'impact possible sur l'état nutritionnel des bénéficiaires absolument prioritaires. La stratégie de hiérarchisation des priorités définira les paramètres à utiliser pour réduire les activités si les contributions venaient à manquer.

6.2 Perspectives de financement

114. La tendance en 2018 étant à un optimisme prudent, peut-être sera-t-il possible d'envisager un renforcement de la coopération et de l'aide internationales. Le présent PSPP a été conçu pour s'adapter aux variations de ressources.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

115. L'objectif de la stratégie de mobilisation des ressources pour la République populaire démocratique de Corée est d'obtenir des financements suffisants et prévisibles. Le bureau de pays renforcera ses relations, déjà excellentes, avec la communauté des donateurs tout en envisageant les possibilités d'élargir sa base de donateurs.

En mode révision

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2025, l'état nutritionnel, en particulier les carences en micronutriments, des enfants de moins de 7 ans, des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des personnes atteintes de tuberculose dans les comtés ciblés se stabilise ou s'améliore

Catégorie d'effet direct correspondante:
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses:

Des intrants sont disponibles pour la production et la distribution en temps voulu d'aliments composés et de biscuits enrichis.
Les usines sont bien entretenues et en bon état de fonctionnement.

Indicateurs d'effet direct

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

1. Fournir une assistance nutritionnelle aux enfants de moins de 7 ans, aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et aux personnes atteintes de tuberculose et renforcer les capacités des entreprises locales de transformation de produits alimentaires (Prévention de la malnutrition)

Les usines locales bénéficient de l'amélioration de l'infrastructure et des capacités de production d'aliments sains et de qualité. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants de moins de 7 ans, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les personnes atteintes de tuberculose ciblés reçoivent des produits alimentaires de qualité et riches en nutriments qui améliorent leur état nutritionnel. (A: Ressources transférées)

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, les personnes vulnérables face aux catastrophes et à l'insécurité alimentaire des comtés ciblés sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et après des chocs et des tensions

Catégorie d'effet direct correspondante:
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses:

Les catastrophes naturelles ne perturbent pas les activités de création d'actifs et de production agricole. Des normes techniques spécifiques au contexte concernant la conception et la construction des infrastructures sont établies afin de garantir que les actifs correspondent aux besoins des communautés.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Activités et produits

2. Fournir un appui aux moyens d'existence tenant compte de la problématique femmes-hommes et assorti de conditions aux groupes de population en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées par le PAM (Activités de création d'actifs et d'appui aux moyens d'existence)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient d'un soutien aux moyens d'existence qui tient compte de la problématique femmes-hommes et améliore leur autosuffisance, réduit les risques et favorise la stabilité. (A: Ressources transférées)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient d'un soutien aux moyens d'existence qui tient compte de la problématique femmes-hommes et améliore leur autosuffisance, réduit les risques et favorise la stabilité. (D: Actifs créés)

Effet direct stratégique 3: Les personnes touchées par une crise ont accès à la nourriture toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses:

Des stocks alimentaires suffisants sont disponibles dans le pays pour une intervention rapide.

Indicateurs d'effet direct

Score de consommation alimentaire

Activités et produits**3. Fournir une assistance alimentaire en nature, non assortie de conditions, aux personnes touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions utilisés à l'appui de l'accès à la nourriture)**

Les personnes touchées par une crise reçoivent des vivres qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels. (A: Ressources transférées)

En mode révision

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité****Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

En mode

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)				
	Résultat stratégique 1/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilégié	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transfert	103 086 560 102 846 080	34 006 177 33 983 377	1 624 994 1 612 274	138 441 717 731
Mise en œuvre	3 693 390 3 933 870	1 758 617 1 781 417	78 714 91 434	5 806 530 722
Coûts d'appui directs ajustés (4%)	5 175 558	1 733 358	82 570	6 991 485
Total partiel	111 955 509	37 498 151	1 786 278	151 239 938
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	7 277 108	2 437 380	116 108	9 830 596
Total	119 232 617	39 935 531	1 902 386	161 070 534

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

En mode révision